

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. CXCIV.

---

*Du Dimanche 24 Janvier 1790.*

LA séance a été ouverte par la lecture des procès-verbaux faite par MM. de la Borde & d'Expilly, secrétaires.

A la suite des procès-verbaux, M. Dupont a fait la motion suivante : « qu'il soit nommé des commissaires pour rédiger un règlement, à l'effet de déterminer les censures & les peines qui pourroient être infligées aux membres de l'assemblée, qui se seroient oubliés au point de lui manquer de respect, pour ledit règlement être rapporté à l'assemblée, & pour y être délibéré par elle. »

Cette motion a été généralement adoptée.

M. le président, après avoir annoncé qu'il avoit présenté à la sanction du roi le décret concernant l'île de Corse; celui qui fixe le nouveau délai jusqu'au premier mars, pour la déclaration des biens ecclésiastiques; le décret de Saint-Quentin & celui de la jurisprudence criminelle, a fait lecture d'une lettre de M. Albert de Rioms, conçue en ces termes :

M. le président,

« Je reçois avec la reconnaissance la plus respectueuse les assurances que l'assemblée nationale daigne me donner

*Tome VI.*

N

de son estime ; je regarde comme une faveur non moins précieuse pour moi , qu'elle veuille bien honorer du même sentiment , M. le marquis de Castellet , M. le comte de Bonneval , le commandant de Village , M. Gautier , M. Broves , M. de Saint-Julien & M. Broquier.

» Nous respectons les motifs qui ont déterminé l'auguste assemblée à ne point voir de coupables , quoiqu'il y eût un délit bien constaté ; convaincus que la patrie ne peut être heureuse & libre que sous l'empire des loix , le sentiment des injures que nous avons reçues , déjà si affoibli par les marques d'estime dont l'assemblée nationale nous honore , sera entièrement effacé , lorsque nous aurons le bonheur de voir la tranquillité universellement rétablie. Puissions-nous être les dernières victimes du désordre ! puisse bientôt arriver le jour où le citoyen honnête vivant heureux sous la sauve-garde des loix , le peuple saura que pour être véritablement libre , il doit leur obéir , & où le trône reprenant sa dignité , le meilleur des rois exercera sans opposition cette autorité active , conservatrice de tous les droits que les décrets de l'assemblée nationale , organe des Français , lui décernent pour la commune félicité. »

Ce sont-là les vœux que le patriotisme le plus pur nous inspire ; mon intérêt personnel m'y en fait ajouter un : que la sagesse du gouvernement écarte de nous les horreurs de la guerre. L'opinion exagérée qu'on s'est faite de mes services m'imposeroit , je le sens trop , une tâche que je ne pourrais jamais remplir ; mais si le fléau devient inévitable , puisse alors mon sang versé jusqu'à la dernière goutte , payer le prix des bontés dont je suis comblé , & que le sacrifice de ma vie soit aussi utile à la patrie qu'il sera glorieux pour moi ! »

Je suis avec respect , M. le président , votre très-humble , &c , Signé , d'ALBERT DE RIOMS.



Un membre a demandé que cette lettre fût insérée dans le procès-verbal ; mais l'assemblée a rejeté cette proposition.

Deux députés extraordinaires de la commune de la *nouvelle municipalité* de Châlons-sur-Marne, ont demandé d'être admis lundi prochain, pour présenter à l'assemblée un don patriotique & une adresse de leurs concitoyens. C'est le premier fruit des décrets de l'assemblée sur les municipalités qui seront elles-mêmes la base de la paix & de la félicité publique.

M. Gossin a continué le rapport de la division des départemens & des districts ; celui de Toulouse ayant été le premier objet dont le rapporteur s'est occupé, il a proposé le décret suivant :

« L'assemblée nationale a décrété, d'après l'avis du comité de constitution, que le département de Toulouse est divisé en huit districts, savoir : Toulouse, Muret, Rieux, Saint Gaudens, Villefranche, Revel, Castelfarazin & Grenade, sauf à mettre le tribunal du district à Beaumont de Lomagne ».

Il n'y a eu de discussion que sur le district de Rivière-Verdun.

M. Pérès de Lageffe s'est opposé au projet du comité, & a demandé, d'après la situation & la population de Verdun, un district préférablement à Beaumont & à Grenade.

M. Long a insisté pour l'avis du comité, & a prouvé que Beaumont est devenu le chef-lieu de la justice du pays ; que cette ville est plus près du centre du district, & qu'elle a plus de communication avec les lieux voisins que Verdun, dont elle surpasse la population & la contribution.

M. Pérès de Mirande alloit prendre la parole en faveur de Beaumont, mais l'assemblée a désiré d'aller aux voix, & l'avis du comité a été adopté.

M. de la Borde, un des secrétaires, a proclamé pour nouveaux commissaires de la jurisprudence criminelle : MM. de Saint-Fargeau, Duport, Dinocheau & de la Rochefoucault; & pour compléter le nombre impair, nécessaire à la délibération, M. de Chabrolles, le premier des suppléans, a été admis comme commissaire.

La division du Bas-Limousin ayant été l'objet d'un second rapport de M. Gossin, l'avis du comité de constitution a été adopté en ces termes :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que le département du Bas-Limousin, dont Tulle est le chef-lieu, est divisé en quatre districts, savoir : Tulle, Brive, Uzerche & Uzer ».

La division du département de Rennes en districts, a donné lieu à des débats assez longs; deux curés, ainsi que MM. Lanjuinais, Pelerin, Tregadoret & autres, ont parlé pour ou contre les villes de la Roche-Bernard, Redon & Châteaubrian.

M. Chapelier a dit que l'avis de la majorité des députés de Bretagne, étoit d'attacher Redon à Rennes, la Roche-Bernard à Vannes, & Châteaubrian à Nantes. La seule opposition étoit prise, a-t-il ajouté, de l'interruption du chemin de la Roche-Bernard par un bras de rivière; mais comme la poste y passe, & que les relations du commerce n'en sont pas moins constantes, il a demandé la priorité pour l'avis de la députation de Bretagne.

On est allé aux voix; l'avis de la députation de Bretagne a obtenu la priorité, & il a été adopté ainsi :

« L'assemblée nationale décrète que la Roche-Bernard, & les paroisses en dépendantes, seront du département de Vannes; que Redon sera dans celui de Rennes, & Châteaubrian dans celui de Nantes. »

L'ordre du jour étoit pour les finances, & M. Anson a



fait un rapport au nom de ce comité. Il a proposé trois projets de décret, sur lesquels il étoit instant de prononcer. Quant au premier, M. Anson a dit que le receveur de l'ancien ordre du clergé avoit exposé qu'il éprouvoit des difficultés pour le paiement des six derniers mois des décimes; & que, pour obvier à ces difficultés, le comité proposoit un projet de décret.

M. Cousin, curé, a demandé « que dans les provinces, comme en Provence où les vingtièmes sont confondus avec les autres impositions territoriales, il soit expressément décrété, que dans la répartition des charges, sur les biens ecclésiastiques, pour les six derniers mois de l'année 1789, il soit fait distraction du montant des vingtièmes, afin que les ecclésiastiques ne soient pas imposés deux fois pour le même objet ».

M. le curé de Soupes s'est récrié sur la répartition des décimes; il a dit qu'elle se faisoit dans la chambre syndicale ecclésiastique, qu'il a appelé *chambre secrète*, *chambre obscure*, *chambre noire*; que les évêques & les chapitres étoient imposés en masse; qu'on refusoit constamment aux curés le tableau de l'imposition; que les membres qui composoient cette chambre étoient toujours choisis par l'évêque, sans que jamais les contribuables aient eu part à leur élection; il a proposé en conséquence que sur les quittances des décimes des bénéficiers pour l'année entière 1789, il leur sera tenu compte de l'excédent de leur paiement, sur la répartition des impôts de 1790.

M. Mongin de Roquefort a proposé que les délibérations prises par le ci-devant clergé de France, portant suspension, des paiemens vis-à-vis de ses créanciers demeureront révoquées, & qu'il soit tenu d'en acquitter les rentes jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.



M. l'abbé de Montesquiou a pris la parole pour dire que l'intérêt des rentiers du feu clergé, devoit les faire distinguer des créanciers de l'état, qu'ils n'ont pas fait travailler leur argent, qu'ils n'ont pas profité des malheurs de l'état, & que leur intérêt seroit compromis, si le décret proposé n'étoit pas adopté ».

» Le clergé, a-t-il ajouté, faisoit quelques actes de bienfaisance. Les pensions alimentaires de 50 livres se portoit à 60 mille livres; elles sont suspendues. Il y a encore 40 mille livres destinées à l'entretien de ce qui reste des jésuites; en 1785, ils firent entendre leurs réclamations, & le clergé accorda 800 livres à chacun: cet objet est suspendu, si vous ne décrêtez pas le paiement des décimes nécessaires, comment pourvoir aux actes de bienfaisance?

» Chez les anciens, les paroles des agonisans avoient quelque chose de sacré... Sans doute, il y avoit parmi nous des abus: nous sommes des hommes; mais si l'on examine la facilité que nous avons de réclamer l'exécution des principes, on verra que nous avons payé notre tribut.

» Nous ne faisons porter l'imposition que sur le superflu de celui qui travailloit le moins. Nous avons divisé les ecclésiastiques en huit classes.

» On imposoit au quart les abbés, les prieurs & les bénéficiers simples. L'inégalité est venue de la culture des fonds augmentés dans certaines provinces. Dans la seconde classe, étoient les évêchés, les cathédrales & les cures riches. Nous arrivions graduellement jusqu'à la huitième classe, qui étoit composée des congruistes, des hôpitaux, des bénéficiers & des collégiales de 3 ou de 4 cents liv. de rente.

» Il n'y a pas de chambre ecclésiastique qui n'ait montré les principes sur lesquels elle répartissoit.

» Je propose pour amendement, qu'on levera les décimes nécessaires pour les créanciers du clergé & les actes de bienfaisance usités dans l'ancienne administration du clergé. »

M. Anson a répondu que cet amendement n'étoit pas nécessaire; que le décret, en ordonnant que les décimes des six derniers mois seroient payées, avoit tout prévu, & que ces décimes suffiroient aux dépenses du clergé.

M. de Custine a demandé que l'article II du projet du décret fût supprimé.

» La portion congrue n'étant qu'une pension alimentaire, on ne peut pas y asséoir une imposition, a dit un autre membre; il faut les décharger de cette imposition ».

Les curés congruistes ont réclamé contre cet amendement déjà rejeté par un décret antérieur. Ils ont dit qu'ils vouloient payer l'impôt comme citoyens, & être éligibles aux assemblées nationales.

M. Grangier a proposé un autre amendement, mais la question préalable ayant été admise, ils ont tous été rejetés; le projet donné par le comité a été mis aux voix, & décrété en ces termes:

« Sur les représentations qui ont été faites à l'assemblée nationale par le receveur général chargé ci-devant du recouvrement des décimes & autres impositions du clergé de France, qu'un grand nombre d'ecclésiastiques se refuse au paiement des six derniers mois de leurs décimes de l'année 1789, sur le fondement qu'ils sont compris pour les six derniers mois de ladite année dans les rôles de supplément des impositions ordinaires, en vertu du décret du 26 septembre dernier & des décrets subséquens, l'assemblée nationale, voulant faire cesser toutes difficultés à cet égard, a décrété & décrète ce qui suit:



## ART. PREMIER.

» Les contribuables aux décimes pour l'année 1789, les acquitteront en entier entre les mains des receveurs des décimes.

## ART. II.

» Les collecteurs ou autres préposés à la perception des impositions ordinaires de 1789, seront tenus de recevoir pour comptant les quittances des sommes payées par les contribuables aux décimes, pour la moitié desdites décimes de l'année 1789.

## ART. III.

» Si le montant de la moitié des décimes de 1789, excédoit le montant de l'imposition ordinaire de six derniers mois de ladite année, les quittances de cette moitié desdites décimes ne seront reçues que jusqu'à concurrence dudit montant de l'imposition. »

M. Anson a fait ensuite un second rapport du comité des finances : « Les assignats sur les immeubles domaniaux & ecclésiastiques commencent à être demandés, a-t-il dit ; c'est sur leur succès, sur le crédit tout neuf, & qui peut devenir si important pour la France, que reposent dans le moment les services de l'année 1790, le payement des créanciers de l'état, & la constitution elle-même, dont l'édifice seroit ébranlé si les finances éprouvoient une grande secousse ; il est à désirer qu'une des premières opérations des assemblées de département, soit d'afficher des ventes des domaines de la couronne & de ceux des domaines ecclésiastiques, qu'elles regarderont comme devant être aliénés les premiers. On vous a parlé des immeubles des réguliers situés dans les villes, & on n'a donné aucune suite à cette idée ; quel que doive être le sort de cette proposition, il est instant de la discuter ; & pour y parvenir promptement, il faut que le comité des domaines & le comité ecclésiastique vous remettent incessamment le résultat



des travaux qu'ils ont sans doute préparés d'après les décrets du mois de décembre dernier. »

M. Anson a proposé ensuite un projet de décret dont nous rendrons compte lors de la discussion.

M. Dupont a demandé que l'impression & la distribution des rapports du comité des finances & de celui des domaines fussent faites avant que ces rapports fussent discutés. Cet amendement ayant été adopté, il en est résulté le décret suivant :

« L'assemblée a décrété & décrète qu'à l'avenir le jeudi de chaque semaine sera consacré à entendre le résultat des travaux du comité des domaines & du comité ecclésiastique; que ces deux comités présenteront les moyens les plus prompts d'exécuter les décrets du 19 & 21 décembre 1789, sanctionnés par le roi, concernant la vente des domaines de la couronne & des domaines ecclésiastiques; que jeudi prochain; l'un & l'autre comité présenteront un tableau tant des domaines de la couronne qui peuvent être mis en vente dès-à-présent, que de ceux des domaines ecclésiastiques qui pourront être aliénés aussi-tôt que les assemblées de département seront en activité; & que le comité féodal remettra également son travail sur le taux auquel pourront être rachetés les droits ou rentes dues au domaine de la couronne, & ceux dus aux domaines ecclésiastiques, & que les rapports à faire par les comités seront imprimés & distribués avant la séance dans laquelle ils devront être faits ».

M. Anson a proposé un autre projet de décret, dont l'assemblée a ordonné l'impression & la distribution avant la séance de jeudi, pour y être discuté.

L'assemblée s'est ensuite formée en bureaux pour procéder à l'élection des membres du nouveau comité des impositions, du comité chargé de la vérification de la dette publique, & des commissaires pour recevoir les dons de l'assemblée pour les pauvres.

Nous sommes forcés de renvoyer encore à un autre numéro les détails de la scène dégoûtante que M. Pabbé Mauri n'a pas craint de donner vendredi à l'assemblée; on est déjà instruit de la correction fraternelle qu'il a essuyée; mais ceux qui le connoissent douteront peut-être qu'elle soit capable de faire sur lui une impression assez profonde pour le faire changer d'opinion. Il faut qu'il croye la sienne bien excellente, car il l'affiche avec une confiance qui étonne la France entière. Quelques personnes appellent cela du caractère; d'autres, & c'est le plus grand nombre, n'y voient que l'assurance où il est de sa double inviolabilité, car il est prêtre & représentant de la nation.

Il est si intéressant de voir la plus tendre jeunesse prendre part à une révolution, qui est en apparence si étrangère aux goûts, aux amusemens & aux occupations de leur âge, que nous croyons devoir transcrire ici tout au long une adresse des écoliers du collège de Rhodès, qui a été lue à l'assemblée nationale. Nous sommes très-positivement instruits que ces jeunes élèves sont les auteurs de cette pièce intéressante, & que la somme de 800 livres qu'ils offrent en don patriotique étoit destinée à leurs menus plaisirs. La tournure de cette adresse fait également l'éloge de ces enfans, de leurs maîtres & de la Capitale du Rouergue, si célèbre dans tous les temps par son patriotisme, sa fidélité à ses rois, & les hommes recommandables dont elle a été le berceau.



Voici cette adresse :

*A Nosseigneurs les députés de l'assemblée nationale.*

N O S S E I G N E U R S ,

Le patriotisme dont vous avez donné l'exemple, & qui anime dans ce moment tous les français, a aussi embrassé nos cœurs. Nous voulons, comme les autres citoyens, sacrifier à la patrie, & lui payer le tribut de notre amour. Seuls, nous guéririons ses plaies, si nos moyens égaloient nos desirs; mais la plupart d'entre nous peu favorisés des biens de la fortune, nous ne pouvons vous offrir qu'une faible ressource de 800 livres.

Cette somme devoit être accordée à nos plaisirs: mais en est-il un plus doux que celui de servir son pays? Elle ne changera donc pas de destination. C'est avec joie que nous la remettons entre vos mains, pour être par vous déposée, en notre nom, sur l'autel de la patrie.

Un jour, peut-être, si nous pouvons acquérir assez de vertus & de lumières, un jour nous lui ferons des offrandes plus précieuses & plus dignes d'elle: c'est le plus ardent de nos vœux & l'objet constant de nos travaux. En attendant, nous osons espérer qu'elle sourira au sacrifice que nous lui faisons aujourd'hui, & qu'elle ne verra pas sans quelque satisfaction les plus jeunes de ses enfans s'intéresser à son bonheur.

Eh! qui doit, plus que nous, désirer de la voir florissante! L'époque où nous entrerons dans le monde, sera celle de sa prospérité & de sa gloire. Elle vous en sera redevable, à vous, Nosseigneurs, & au monarque adoré, que vous avez appelé vous-mêmes le *Restaurateur de la liberté Française*. Il en a jeté les fondemens, & vous en achevez l'édifice; élevé par des mains si habiles, il triomphera des siècles. Puissé, ce roi chéri, y recevoir long-temps

les hommages libres de la nation la plus noble & la plus loyale de l'univers ! Puissiez-vous long-temps aussi vous-mêmes , Nosseigneurs , y jouir du succès de vos travaux , de la gloire que vous méritez , & de la reconnoissance de vos heureux concitoyens !

Nous sommes avec le plus profond respect ,

NOSSEIGNEURS ,

Vos très-humbles & très-obéissans serviteurs ,

Les Ecoliers du collège de Rhodès.

---

On souscrit , à Paris , chez Cussac , Libraire , au Palais-Royal , N<sup>os</sup>. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.